

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12422]

28 NOVEMBER 2018. — Wet houdende instemming met het Protocol inzake voorrechten en immuniteiten van het eengemaakt octrooigerecht, gedaan te Brussel op 29 juni 2016 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol inzake voorrechten en immuniteiten van het eengemaakt octrooigerecht, gedaan te Brussel op 29 juni 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. Deze wet treedt in werking op de datum van het in werking treden ten aanzien van België van de Overeenkomst betreffende het eengemaakt octrooigerecht, gedaan te Brussel op 19 februari 2013.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr. 54-3235

Integraal verslag: zonder verslag

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 01/03/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 13/03/2019), Decreet van de Franse Gemeenschap van 25/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 17/06/2019), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 28/01/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 26/02/2019), Decreet van het Waalse Gewest van 31/01/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 28/02/2019), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 17/12/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 24/02/2020)

(3) Lijst van gebonden Staten

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12422]

28 NOVEMBRE 2018. — Loi portant assentiment au Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur à l'égard de la Belgique de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 19 février 2013.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-3235

Rapport intégral: sans rapport

(2) Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 01/03/2019 (*Moniteur belge* du 13/03/2019), Décret de la Communauté française du 25/04/2019 (*Moniteur belge* du 17.06.2019), Décret de la Communauté germanophone du 28/01/2019 (*Moniteur belge* du 26/02/2019), Décret de la Région wallonne du 31/01/2019 (*Moniteur belge* du 28/02/2019), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17/12/2019 (*Moniteur belge* du 24/02/2020)

(3) Liste des Etats liés

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES
ET IMMUNITES DE LA JURIDICTION UNIFIEE DU BREVET

Les États soussignés, parties contractantes à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet,

CONSIDÉRANT que la juridiction unifiée du brevet a été établie par l'Accord du 19 février 2013 relatif à une juridiction unifiée du brevet en qualité d'organisation internationale dotée de la personnalité morale dans chacun des Etats membres contractants ;

RAPPELANT que l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet prévoit, en son article 37, paragraphe 1, que les Etats membres contractants sur le territoire desquels est situé la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet fournissent les infrastructures nécessaires ainsi que, pendant les sept premières années, le personnel d'appui administratif ;

RAPPELANT que les statuts de la juridiction unifiée du brevet prévoient, en leur article 8, que le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne est applicable aux juges de la juridiction unifiée du brevet ;

RAPPELANT que l'article 8, paragraphe 4, des statuts de la juridiction unifiée du brevet couvrent à la fois les privilèges et les immunités des juges de la juridiction unifiée du brevet et que l'application du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne aux juges de la juridiction unifiée du brevet a été prévue en raison du lien intrinsèque de cette dernière avec le brevet européen à effet unitaire et qu'elle ne peut créer de précédent pour l'application dudit Protocole à d'autres organisations internationales en ce qui concerne les politiques de siège des Etats membres contractants ;

RAPPELANT que le comité administratif est compétent pour instaurer un impôt interne et un régime de sécurité sociale, en vertu des pouvoirs d'administration qui lui sont conférés par l'Accord relatif à la juridiction unifiée du brevet ;

RAPPELANT que l'Accord relatif à la juridiction unifiée du brevet prévoit, en son article 4, que la juridiction unifiée du brevet possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par le droit national de l'Etat concerné ;

RECONNAISSANT que la juridiction unifiée du brevet a besoin de bénéficier des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions ;

CONSIDÉRANT qu'une approche commune des questions de privilèges et d'immunités est essentielle compte tenu des besoins de la juridiction unifiée du brevet et des Etats membres contractants ;

RECONNAISSANT que des accords de siège bilatéraux supplémentaires pourraient être conclus entre la juridiction unifiée du brevet et les Etats membres contractants accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la Cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Définitions

Aux fins du présent protocole :

- a) Le terme « Accord » du 19 février 2013 désigne l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet ;
- b) Le terme « statuts » désigne les statuts de la juridiction unifiée du brevet, figurant à l'annexe I à l'Accord ;
- c) L'expression « Etat partie » désigne un Etat partie au présent Protocole ;
- d) Le terme « Etat membre contractant » désigne un Etat partie à l'Accord ;
- e) Le terme « Juridiction » désigne la juridiction unifiée du brevet établie par l'Accord ;
- f) L'expression « cour d'appel » désigne la cour d'appel de la Juridiction ;
- g) L'expression « les activités officielles de la Juridiction » désigne les activités nécessaires à l'accomplissement par la Juridiction de la mission et des fonctions qui lui ont été confiées, conformément aux dispositions de l'Accord ;
- h) L'expression « locaux de la Juridiction » désigne les terrains et bâtiments mis à la disposition de la Juridiction par l'Etat membre contractant conformément à l'article 37 de l'Accord et employés pour les activités officielles de la Juridiction ;
- i) Le terme « juge » désigne un juge de la Juridiction ;
- j) Le terme « greffier » désigne le greffier et le greffier adjoint de la Juridiction ;
- k) Le terme « personnel » désigne tous les membres du personnel employés par la Juridiction en qualité de fonctionnaires et les autres agents de la juridiction, hormis les juges et le greffier ;
- l) Le terme « famille » désigne, en ce qui concerne toute personne, le conjoint et les membres à charge de la famille proche de cette personne faisant partie du ménage de cette dernière, tels que reconnus par l'Etat membre contractant hôte ;
- m) L'expression « représentants des parties » désigne les avocats, les mandataires en brevets européens ou les avocats spécialistes en droit des brevets autorisés à exercer ou à apporter leur assistance devant la Juridiction, conformément à l'article 48 de l'Accord.

Article 2*Dispositions générales sur les privilèges et immunités de la Juridiction*

La Juridiction jouit, sur le territoire de chaque Etat partie, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses activités officielles.

Article 3*Inviolabilité des locaux de la Juridiction*

Les locaux de la Juridiction sont inviolables, sous réserve des conditions pouvant être décidées avec l'Etat partie concerné et sous réserve de la responsabilité de l'Etat partie accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la cour d'appel, en ce qui concerne les installations mises à disposition par cet Etat partie.

Article 4*Inviolabilité des archives et des documents*

Les archives de la Juridiction et tous papiers et documents, quelle qu'en soit la forme, qui lui appartiennent, qu'elle détient ou qui lui sont adressés sont inviolables à tout moment et où qu'ils se trouvent.

Article 5*Immunité de la Juridiction et de ses avoirs, de ses biens et de ses fonds*

1. La Juridiction jouit de l'immunité de juridiction, sauf si :
 - a. la Juridiction a expressément renoncé à son immunité dans un cas particulier ;
 - b. des actions civiles relatives à la responsabilité contractuelle sont intentées à son encontre par des personnes autres que les juges, le greffier ou le personnel de la Juridiction ;
 - c. des actions civiles en matière de responsabilité extracontractuelle sont intentées à son encontre, sauf si la demande porte sur la jurisprudence de la Juridiction ou
 - d. une action civile est intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à la Juridiction ou utilisé pour son compte, ou d'une infraction au code de la route mettant en cause un tel véhicule ;
2. La Juridiction jouit de l'immunité en matière de perquisition, de réquisition, de confiscation, de saisie, d'expropriation ou de toute autre forme d'ingérence touchant les avoirs, les biens et les fonds de la Juridiction, où qu'ils se trouvent, effectuée sans l'autorisation de la Juridiction.
3. Dans la mesure nécessaire à l'exercice de ses activités officielles, les avoirs, les biens et les fonds de la Juridiction sont exempts de toute restriction, réglementation, ainsi que de tout contrôle et moratoire de quelque nature que ce soit.

Article 6*Immunité des représentants d'un Etat partie*

1. Les représentants d'un Etat partie jouissent, lors de leur participation aux réunions du comité administratif, du comité budgétaire et du comité consultatif, de l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et leurs écrits. Cette immunité continue de leur être accordée même après la fin de leur mission.
2. Leurs papiers et documents officiels sont inviolables.
3. Aucun Etat partie n'est tenu d'accorder les immunités mentionnées aux paragraphes 1 et 2 à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, lors de son entrée en fonctions auprès de la Juridiction, a sa résidence permanente dans cet Etat.

Article 7*Exonérations fiscales*

1. La Juridiction, ses avoirs et ses biens sont exonérés de tous impôts directs.
2. La Juridiction
 - a. est exonérée ou remboursée des taxes sur la valeur ajoutée perçues sur tout achat substantiel de biens et services nécessaires et fournis pour les activités officielles de la Juridiction, sous réserve des restrictions fixées par l'Etat partie hôte ;
 - b. n'est néanmoins pas exonérée des taxes et droits représentant la rémunération de services publics.
3. Les biens ainsi achetés en franchise ou faisant l'objet de remboursement ne peuvent être vendus ou autrement cédés dans l'Etat partie en question ou dans un autre Etat membre de l'UE, si ce n'est aux conditions fixées par l'Etat partie ayant accordé l'exonération ou le remboursement.
4. Sans préjudice des obligations des Etats parties qui découlent du droit européen et de l'application des lois et règlements, les conditions et la procédure sont déterminées par les autorités fiscales compétentes de chaque Etat partie.

Article 8*Fonds et absence de toutes restrictions en matière de change*

Les Etats parties accordent à la Juridiction l'absence de toute restriction en matière de change, qui est nécessaire à l'exercice de ses activités officielles.

Article 9*Privilèges et immunités des juges et du greffier*

1. Les privilèges et immunités des juges sont régis par l'article 8 des statuts et, en raison du renvoi fait à l'article 8 des statuts, par le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.
2. L'article 8 des statuts et le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne s'appliquent au greffier.
3. Lorsqu'il sont appliqués conformément aux paragraphes 1 et 2, seuls les articles 11, points b à e, à 14 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne doivent être appliqués par analogie, en les adaptant à la situation spécifique de la Juridiction. Cela signifie notamment que les juges et le greffier sont :
 - a. soumis à un impôt interne au profit de la Juridiction sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par celle-ci ;
 - b. à partir de la date à laquelle l'impôt interne visé au point a) est appliqué, exonérés des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par la Juridiction mais non des impôts nationaux sur les pensions et les rentes qui leur sont versées par la Juridiction ;
 - c. à partir de la date à laquelle les juges sont assujettis au régime d'assurance-maladie et de sécurité sociale établi par la Juridiction, pour les services rendus à celle-ci, exonérés de l'ensemble des cotisations obligatoires aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux.

Article 10*Immunités et privilèges du personnel*

1. Les membres du personnel bénéficient de l'immunité de juridiction pour tout acte accompli par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et leurs écrits. Cette immunité continue de leur être accordée même après la fin de leur emploi auprès de la Juridiction.
2. Les membres du personnel sont
 - a. soumis à un impôt interne perçu au profit de la Juridiction sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par celle-ci ;
 - b. à partir de la date à laquelle l'impôt interne visé au point a) est appliqué, exonérés des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par la Juridiction, mais non des impôts nationaux sur les pensions et les rentes qui leur sont versées par celle-ci ; ces traitements, salaires et émoluments pourront être pris en compte par les Etats parties pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus provenant d'autres sources ;
 - c. à partir de la date à laquelle les membres du personnel sont assujettis à un régime d'assurance-maladie et de sécurité sociale établi par la Juridiction, pour les services rendus à celle-ci, exonérés de l'ensemble des cotisations obligatoires aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux.
3. Aucun Etat partie n'est tenu d'accorder les privilèges mentionnés au paragraphe 2 à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, juste avant son entrée en fonctions auprès de la Juridiction, résidait dans l'Etat en question.

Article 11*Emblème et drapeau*

La Juridiction est autorisée, sous réserve des conditions pouvant être convenues avec l'Etat partie concerné, à arborer son emblème et son drapeau sur ses locaux et sur les véhicules affectés à son usage officiel, ainsi qu'à les faire figurer sur son site internet et sur ses documents.

Article 12*Coopération avec les autorités des Etats parties*

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes jouissant des privilèges et immunités accordés en vertu des articles 6, 9 et 10 ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat partie sur le territoire duquel elles sont autorisées à exercer leurs fonctions officielles.
2. La Juridiction coopère à tout moment avec les autorités compétentes des Etats parties pour faciliter l'application des lois de ces derniers et prévenir tout abus auquel pourrait donner lieu les privilèges, immunités et facilités mentionnés dans le présent Protocole.

Article 13*Objectif et levée des privilèges et immunités prévus aux articles 6, 9 et 10*

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Protocole ne sont pas établis en vue d'accorder aux personnes qui en bénéficient des avantages personnels. Ils visent uniquement à servir l'intérêt de la Juridiction et notamment à garantir, en toutes circonstances, la liberté d'action de la Juridiction et l'indépendance totale des personnes concernées.
2. Le présidium de la Juridiction a non seulement le droit, mais aussi le devoir, de lever l'immunité des juges, du greffier et du personnel visée aux articles 9 et 10 lorsqu'il considère que cette immunité entraverait le cours normal de la justice et qu'elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de la Juridiction. Un Etat partie a le même droit en ce qui concerne ses représentants au sein du comité administratif et du comité budgétaire (article 6). Le comité administratif a le même droit et la même obligation en ce qui concerne les membres du comité administratif.

Article 14*Accès, séjour et sortie*

Sans préjudice du droit de l'Union européenne, l'Etat partie concerné prend toutes les mesures nécessaires pour faciliter :

- a. l'entrée sur son territoire, la sortie de ce territoire et le séjour à toute personne exerçant des fonctions officielles auprès de la Juridiction, à savoir les juges, le greffier, le personnel employé par la Juridiction et le personnel mis à disposition par les Etats parties, ainsi que les membres à charge de leurs familles, dans le cas où les personnes exerçant des fonctions officielles auprès de la Juridiction ne sont ni des ressortissants ni des résidents permanents dudit Etat partie ; et

- b. l'entrée sur son territoire et la sortie de celui-ci à toute personne convoquée ou citée à comparaître devant la Juridiction en qualité officielle, à savoir les parties, les représentants des parties, les interprètes, les témoins et les experts devant la Juridiction.

Article 15

Notification

Le greffier communique à tous les Etats parties, dans un délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent Protocole, les noms des juges, du greffier et du personnel auxquels s'applique le présent Protocole. Outre la communication susmentionnée, la nomination ou l'arrivée de tout juge, greffier ou membre du personnel à la Juridiction, ainsi que tout changement de situation, est notifié aussitôt que possible et au plus tard un mois après la date dudit changement de situation.

Article 16

Règlement des différends

1. La Juridiction prévoit des moyens appropriés pour régler les différends mettant en cause toute personne mentionnée dans le présent Protocole qui en vertu de sa situation officielle jouit d'une immunité, ou la Juridiction dans les cas où elle jouit de l'immunité mentionnée à l'article 5, si cette immunité n'a pas été levée.
2. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole est porté devant un tribunal arbitral, sauf si les parties ont convenu d'un autre mode de règlement. Si un différend survient entre la Juridiction et un Etat partie et qu'il ne peut être réglé par voie de consultation, de négociation ou par un autre mode de règlement convenu dans un délai de trois mois suivant la demande faite à cet effet par l'une des parties au différend, il est porté, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant une formation de trois arbitres qui le tranchera définitivement : un arbitre désigné par la Juridiction, un autre désigné par l'Etat partie et le troisième, qui préside la formation, par les deux premiers arbitres. Si l'une ou l'autre des parties n'a pas désigné d'arbitre dans un délai de deux mois après la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le président de la Cour de justice de l'Union européenne procède à cette désignation. A défaut d'accord entre les deux premiers arbitres sur le choix du troisième arbitre dans les trois mois qui suivent leur désignation, ce troisième arbitre est choisi par le président de la Cour de justice de l'Union européenne à la demande de la Juridiction ou de l'Etat partie.

Article 17

Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion et dépôt

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats membres contractants du 29 juin 2016 au 29 juin 2017 au Conseil de l'Union européenne à Bruxelles.
2. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, ci-après dénommé le depositaire.
3. Après le 29 juin 2017, le présent Protocole reste ouvert à l'adhésion de tous les Etats membres contractants. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du depositaire.

Article 18*Entrée en vigueur*

1. Le présent Protocole entre en vigueur 30 jours après la date à laquelle le dernier des quatre Etats parties (l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Royaume-Uni) a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour chaque Etat partie déposant son instrument après la date mentionnée au paragraphe 1, le présent Protocole entre en vigueur 30 jours après la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 19*Application provisoire*

Un Etat membre contractant peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Protocole à titre provisoire.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 en langues française, allemande et anglaise, les trois textes faisant également foi, en un seul exemplaire, déposé auprès du dépositaire qui en transmet une copie certifiée conforme à chacun des États signataires et adhérents.

Liste des Etats liés

<u>Etats</u>	<u>Date Signature</u>	<u>Date Consentement</u>	<u>Date Entrée en vigueur</u>
ALLEMAGNE	29/06/2016	(RATIFICATION)	
BELGIQUE	29/06/2016	29/01/2020 (RATIFICATION)	
BULGARIE	20/07/2016	(RATIFICATION)	
DANEMARK	29/06/2016	(RATIFICATION)	
FINLANDE	29/06/2016	(RATIFICATION)	
FRANCE	29/06/2016	14/02/2018 (RATIFICATION)	
GRECE	29/06/2016	(RATIFICATION)	
ITALIE	29/06/2016	20/04/2018 (RATIFICATION)	
LUXEMBOURG	29/06/2016	03/04/2018 (RATIFICATION)	
MALTE	29/06/2016	(RATIFICATION)	

Protocol inzake voorrechten en immuniteiten van het Eengemaakt Octrooigerecht

De ondertekenende overeenkomstsluitende lidstaten bij de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht,

Overwegende dat het Eengemaakt Octrooigerecht is opgericht bij de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht d.d. 19 februari 2013 als internationale organisatie met rechtspersoonlijkheid in elke overeenkomstsluitende lidstaat;

In herinnering roepend dat de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht in artikel 37, eerste lid, bepaalt dat de overeenkomstsluitende lidstaten, waar de centrale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg, een van zijn afdelingen, een lokale of regionale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg of het Hof van Beroep van het Eengemaakt Octrooigerecht gevestigd is, faciliteiten alsmede gedurende de eerste zeven jaar administratief ondersteunend personeel verstrekken;

In herinnering roepend dat het statuut van het Eengemaakt Octrooigerecht in artikel 8 bepaalt dat het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie van toepassing is op de rechters van het Eengemaakt Octrooigerecht;

In herinnering roepend dat artikel 8, vierde lid, van het statuut van het Eengemaakt Octrooigerecht van toepassing is op zowel de voorrechten als de immuniteiten van de rechters van het Eengemaakt Octrooigerecht en dat de toepassing van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie op de rechters van het Eengemaakt Octrooigerecht voorzien is vanwege het intrinsieke verband van het laatste met het Europees octrooi met eenheidswerking en geen precedent kan scheppen voor de toepassing van dat protocol op andere internationale organisaties met betrekking tot het vestigingsbeleid van de overeenkomstsluitende lidstaten;

In herinnering roepend dat het Bestuurscomité bevoegd is regelingen voor interne belastingheffing en sociale zekerheid in te stellen uit hoofde van de administratieve bevoegdheden die hem zijn verleend bij de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht;

In herinnering roepend dat de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht in artikel 4 bepaalt dat het Eengemaakt Octrooigerecht de ruimste handelingsbevoegdheid bezit die uit hoofde van het nationale recht van die staat verleend wordt aan rechtspersonen;

Erkennend dat het Eengemaakt Octrooigerecht gebruik moet kunnen maken van de voorrechten en immuniteiten die nodig zijn voor de uitvoering van zijn taken;

Overwegend dat een gezamenlijke benadering van kwesties rond voorrechten en immuniteiten essentieel is gelet op de behoeften van het Eengemaakt Octrooigerecht en die van de overeenkomstsluitende lidstaten;

Erkennend dat aanvullende bilaterale zetelverdragen kunnen worden gesloten tussen het Eengemaakt Octrooigerecht en de overeenkomstsluitende lidstaten waar de centrale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg, een van zijn afdelingen, een lokale of regionale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg of het Hof van Beroep van het Eengemaakt Octrooigerecht gevestigd is.

Zijn het volgende overeengekomen:

Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder:

- a) “Overeenkomst”: de Overeenkomst betreffende een eengemaakt octrooigerecht d.d. 19 februari 2013;
- b) “statuut”: het statuut van het Eengemaakt Octrooigerecht zoals vervat in Bijlage I van de Overeenkomst;
- c) “staat die partij is”: een staat die partij is bij dit Protocol;
- d) “overeenkomstsluitende lidstaat”: een staat die partij is bij de Overeenkomst;
- e) “Gerecht”: het Eengemaakt Octrooigerecht dat bij de Overeenkomst wordt ingesteld;
- f) “Hof van Beroep”: het Hof van Beroep van het Gerecht;
- g) “de officiële werkzaamheden van het Gerecht”: de werkzaamheden die nodig zijn voor uitvoering door het Gerecht ten behoeve van de doelen en taken waarmee het is belast in overeenstemming met de bepalingen van de Overeenkomst;
- h) “terrein van het Gerecht”: het perceel en de gebouwen door de overeenkomstsluitende lidstaat aan het Gerecht ter beschikking gesteld in overeenstemming met artikel 37 van de Overeenkomst en gebruikt voor de officiële werkzaamheden van het Gerecht;
- i) “rechter”: een rechter van het Gerecht;
- j) “griffier”: de griffier en de plaatsvervangend griffier van het Gerecht;
- k) “personeel”: alle medewerkers in dienst van het Gerecht als ambtenaar en andere personeelsleden van het Gerecht met uitzondering van de rechters en de griffier;
- l) “familie”: met betrekking tot een persoon, de echtgeno(o)t(e) en afhankelijke leden van het gezin van deze persoon die deel uitmaken van zijn huishouden en als zodanig worden erkend door de overeenkomstsluitende lidstaat waar de persoon werkzaam is;
- m) “vertegenwoordigers van de partijen”: advocaten, Europese octrooigemachtigden of octrooigemachtigden die uit hoofde van artikel 48 van de Overeenkomst gemachtigd zijn op te treden of bijstand te verlenen voor het Gerecht.

Artikel 2

Algemene bepalingen inzake voorrechten en immuniteiten van het Gerecht

Op het grondgebied van elke staat die partij is, geniet het Gerecht de voorrechten en immuniteiten die nodig zijn voor de uitoefening van zijn officiële werkzaamheden.

Artikel 3

Onschendbaarheid van het terrein van het Gerecht

Het terrein van het Gerecht is onschendbaar onder de voorwaarden die kunnen worden overeengekomen met de desbetreffende staat die partij is en met inachtneming van de verantwoordelijkheid van de staat die partij is waar de centrale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg, een van zijn afdelingen, een lokale of regionale divisie van het Gerecht van Eerste Aanleg of het Hof van Beroep is gevestigd ter zake van de faciliteiten die door de staat die partij is dienen te worden verstrekt.

Artikel 4

Onschendbaarheid van archieven en documenten

De archieven van het Gerecht en alle stukken en documenten in welke vorm dan ook, toebehorend aan, in het bezit van of gericht aan het Gerecht, ongeacht waar deze zich bevinden, zijn te allen tijde onschendbaar.

1. Het Gerecht geniet immuniteit van rechtsvervolging, behalve:
 - a. voorzover het in een specifieke zaak uitdrukkelijk afstand heeft gedaan van zijn immuniteit;
 - b. in het geval van civiele vorderingen tegen het Gerecht ter zake van contractuele aansprakelijkheid ingesteld door natuurlijke personen niet zijnde rechters, de griffier of het personeel van het Gerecht;
 - c. in het geval van civiele procedures tegen het Gerecht ter zake van andere dan contractuele aansprakelijkheid, tenzij de vordering de jurisprudentie van het Gerecht betreft; of
 - d. in het geval van civiele procedures tegen het Gerecht ingesteld door derden wegens schadevergoeding voortvloeiend uit een ongeval veroorzaakt door een motorvoertuig dat toebehoort aan of bestuurd wordt namens het Gerecht of in verband met een verkeersovertrading waarbij een dergelijk voertuig betrokken is.
2. Het Gerecht geniet immuniteit van gerechtelijke procedures ter zake van onderzoek, beslaglegging, vordering, inbeslagneming of onteigening van, of iedere andere vorm van inmenging zonder toestemming van het Gerecht in de eigendommen, activa en middelen van het Gerecht, ongeacht waar deze zich bevinden.
3. Voor zover nodig voor de uitoefening van zijn officiële werkzaamheden, zijn de eigendommen, activa en middelen van het Gerecht gevrijwaard van beperkingen, voorschriften, controles en moratoria van welke aard dan ook.

Artikel 6

Immunité van vertegenwoordigers van staten die partij zijn

1. Vertegenwoordigers van staten die partij zijn genieten tijdens het bijwonen van vergaderingen van het Bestuurscomité, het Begrotingscomité en het Raadgevend Comité immuniteit van gerechtelijke procedures ter zake van alle handelingen verricht in hun officiële hoedanigheid, met inbegrip van door hen gesproken of geschreven woorden. Deze immuniteit blijft ook gelden na de beëindiging van hun missie.
2. Hun officiële stukken en documenten zijn onschendbaar.
3. Geen enkele staat die partij is, is verplicht de immuniteiten bedoeld in het eerste en tweede lid uit te breiden tot zijn eigen onderdanen of personen die ten tijde van het aanvaarden van hun functie bij het Gerecht hun vaste woonplaats in die staat hebben.

Artikel 7

Vrijstelling van belastingen

1. Het Gerecht, zijn eigendommen en activa zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.
2. Het Gerecht
 - a. is vrijgesteld van belasting toegevoegde waarde of kan deze terugontvangen over grote aankopen van goederen en diensten die noodzakelijk zijn voor de officiële werkzaamheden van het Gerecht met inachtneming van de beperkingen vastgesteld door de staat die partij is waar het Gerecht gevestigd is;
 - b. is evenwel niet vrijgesteld van belastingen en heffingen in verband met openbare diensten.
3. Gekochte goederen waarvoor vrijstelling of teruggave van belastingen geldt, mogen in die staat die partij is of in een andere lidstaat van de Europese Unie niet worden verkocht of anderszins worden vervreemd, tenzij voldaan wordt aan de voorwaarden vastgesteld door de staat die partij is die de vrijstelling of teruggave heeft verleend.
4. Onverminderd de verplichtingen voor de staten die partij zijn uit hoofde van het recht van de Europese Unie en de toepassing van de wet- en regelgeving, worden de voorwaarden en procedures vastgesteld door de bevoegde belastingautoriteiten van elke staat die partij is.

De staten die partij zijn verlenen het Gerecht de vrijstellingen van valutabeperkingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn officiële werkzaamheden.

Artikel 9

Voorrechten en immunities van de rechters en de griffier

1. Op de voorrechten en immunities van de rechters is artikel 8 van het statuut van toepassing en via de verwijzing in artikel 8 van het statuut tevens het Protocol betreffende de voorrechten en immunities van de Europese Unie.
2. Artikel 8 van het statuut en het Protocol betreffende de voorrechten en immunities van de Europese Unie zijn van toepassing op de griffier.
3. Indien toegepast in overeenstemming met het eerste en tweede lid, dienen uitsluitend de artikelen 11 (b tot en met e) tot en met 14 van het Protocol betreffende de voorrechten en immunities van de Europese Unie naar analogie te worden toegepast in een op de specifieke situatie van het Gerecht toegesneden vorm. Dit betekent in het bijzonder dat de rechters en de griffier:
 - a. worden onderworpen aan interne belasting ten bate van het Gerecht op de aan hen door het Gerecht betaalde salarissen, lonen en emolumenten;
 - b. met ingang van de datum waarop de interne belasting ingevolge letter a. wordt toegepast, vrijgesteld zijn van nationale belastingheffing over de door het Gerecht aan hen betaalde salarissen, lonen en emolumenten, met uitzondering van de door het Gerecht aan hen betaalde pensioenen en lijfrenten;
 - c. met ingang van de datum waarop de rechters en de griffier zijn onderworpen aan een door het Gerecht vastgestelde regeling inzake sociale zekerheid en ziektekosten op grond van hun diensten aan het Gerecht, zijn vrijgesteld van alle verplichte bijdragen aan nationale regelingen voor sociale zekerheid en ziektekosten.

Artikel 10

Immunities en voorrechten van het personeel

1. De personeelsleden worden ter zake van alle door hen in hun officiële hoedanigheid verrichte handelingen, met inbegrip van door hen gesproken of geschreven woorden, gevrijwaard van rechtsvervolging. Deze immunitet blijft zelfs gelden na beëindiging van hun dienstverband bij het Gerecht.
2. De personeelsleden
 - a. worden onderworpen aan interne belasting ten bate van het Gerecht op de aan hen door het Gerecht betaalde salarissen, lonen en emolumenten;
 - b. worden met ingang van de datum waarop de interne belasting ingevolge letter a. wordt geheven, vrijgesteld van nationale belastingheffing over de salarissen, lonen en emolumenten, evenwel met uitzondering van de door het Gerecht aan hen betaalde pensioenen en lijfrenten; deze salarissen, lonen en emolumenten mogen door de staten die partij zijn in aanmerking worden genomen ten behoeve van de vaststelling van het bedrag van de te heffen belasting over inkomsten uit andere bronnen;
 - c. zijn met ingang van de datum waarop op de personeelsleden een door het Gerecht vastgestelde regeling inzake sociale zekerheid en ziektekosten op grond van hun diensten aan het Gerecht wordt toegepast, vrijgesteld van alle verplichte bijdragen aan nationale regelingen voor sociale zekerheid en ziektekosten.
3. Geen enkele staat die partij is, is verplicht de voorrechten bedoeld in het tweede lid uit te breiden tot zijn eigen onderdanen of tot personen die onmiddellijk voorafgaand aan het aanvaarden van hun functie bij het Gerecht hun vaste woonplaats hadden in die staat die partij is.

Artikel 11

Embleem en vlag

Het Gerecht is gerechtigd onder de voorwaarden die kunnen worden overeengekomen met de desbetreffende staat die partij is op zijn terrein en op voertuigen gebruikt voor officiële doeleinden zijn embleem en vlag te voeren en deze op zijn website en documenten af te beelden.

Artikel 12

Samenwerking met de autoriteiten van de staten die partij zijn

1. Onverminderd hun voorrechten en immuniteiten is het de taak van alle personen die uit hoofde van de artikelen 6,9 en 10 voorrechten en immuniteiten genieten de wet- en regelgeving te eerbiedigen van de staat die partij is op wiens grondgebied zij in hun officiële hoedanigheid werkzaam zijn.
2. Het Gerecht werkt te allen tijde samen met de desbetreffende autoriteiten van de staten die partij zijn teneinde de handhaving van hun wetgeving te vereenvoudigen en misbruik in verband met de voorrechten, immuniteiten en faciliteiten bedoeld in dit Protocol te voorkomen.

Artikel 13

Doel en opheffing van de voorrechten en immuniteiten voorzien in de artikelen 6, 9 en 10

1. De voorrechten en immuniteiten voorzien in dit Protocol worden niet vastgesteld ten behoeve van het persoonlijk voordeel van de personen aan wie zij worden verleend. Zij zijn uitsluitend bedoeld in het belang van het Gerecht en in het bijzonder teneinde de handelingsvrijheid van het Gerecht en de volledige onafhankelijkheid van de betrokken personen onder alle omstandigheden te waarborgen.
2. Het presidium van het Gerecht is niet alleen gerechtigd maar ook verplicht de immuniteit van rechters, de griffier en het personeel ingevolge de artikelen 9 en 10 op te heffen, indien het van oordeel is dat deze de normale loop van het recht zou belemmeren en zulks mogelijk is zonder de belangen van het Gerecht te schaden. Staten die partij zijn hebben hetzelfde recht ten aanzien van hun vertegenwoordigers in het Bestuurscomité en het Begrotingscomité (artikel 6). Het Bestuurscomité heeft hetzelfde recht en dezelfde verplichting ten aanzien van de leden van het Raadgevend Comité.

Artikel 14

Toegang, verblijf en vertrek

Onverminderd het recht van de Europese Unie neemt de betrokken staat die partij is alle maatregelen die nodig zijn ter vereenvoudiging van:

- a. binnenkomst en verblijf in en vertrek uit zijn grondgebied van alle personen die officiële taken verrichten voor het Gerecht, te weten de rechters, de griffier, personeel in dienst van het Gerecht en medewerkers ter beschikking gesteld door de staten die partij zijn alsmede, indien personen die officiële taken voor het Gerecht verrichten zich bevinden in de staat die partij is en geen onderdaan of permanent ingezetene zijn van die staat die partij is, hun afhankelijke gezinsleden, en
- b. binnenkomst in en vertrek uit het grondgebied van alle personen die in hun officiële hoedanigheid opgeroepen of gedagvaard worden door het Gerecht, te weten partijen, vertegenwoordigers van partijen, tolken, getuigen en deskundigen voor het Gerecht.

Artikel 15

Kennisgeving

De griffier doet binnen een maand na de inwerkingtreding van dit Protocol alle staten die partij zijn de namen toekomen van de rechters, de griffier en de personeelsleden op wie dit Protocol van toepassing is. In aanvulling op het voorgaande worden de benoeming van elke rechter, griffier en elk personeelslid bij het Gerecht en elke wijziging in de omstandigheden zo spoedig mogelijk maar altijd binnen een maand van de desbetreffende wijziging gemeld.

Artikel 16 **Beslechting van geschillen**

1. Het Gerecht treft voorzieningen voor passende regelingen voor de beslechting van geschillen waarbij personen bedoeld in dit Protocol betrokken zijn die uit hoofde van hun officiële functie immuniteit genieten alsmede voor zaken waarbij het Gerecht betrokken is en ten aanzien waarvan het uit hoofde van artikel 5 immuniteit geniet, indien deze immuniteit niet is opgeheven.
2. Alle geschillen die voortvloeien uit de uitlegging of toepassing van dit Protocol worden verwezen naar een scheidsgerecht, tenzij de partijen een andere wijze van geschillenbeslechting zijn overeengekomen. Indien een geschil ontstaat tussen het Gerecht en een staat die partij is dat niet binnen drie maanden na een verzoek daartoe door een van de partijen bij het geschil kan worden beslecht door overleg, onderhandeling of een andere overeengekomen wijze van geschillenbeslechting, wordt het op verzoek van een van de partijen voor een definitieve uitspraak voorgelegd aan een panel van drie scheidsrechters: een te kiezen door het Gerecht, een door de staat die partij is en de derde die zal optreden als voorzitter van het panel te kiezen door de eerste twee scheidsrechters. Indien een van de partijen nalaat een lid van het scheidsgerecht te benoemen binnen twee maanden na de benoeming van een lid door de andere partij, verricht de president van het Europees Hof van Justitie deze benoeming. Indien de eerste twee scheidsrechters er binnen drie maanden na hun benoeming niet in slagen overeenstemming te bereiken over de benoeming van de derde scheidsrechter, wordt de derde scheidsrechter op verzoek van het Gerecht of de staat die partij is gekozen door de president van het Europees Hof van Justitie.

Artikel 17 **Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding en nederlegging**

1. Dit Protocol staat bij de Raad van de Europese Unie in Brussel vanaf 29 juni 2016 tot en met 29 juni 2017 open voor ondertekening door alle overeenkomstsluitende lidstaten.
2. Dit Protocol dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie (hierna „de depositaris”).
3. Na 29 juni 2017 blijft dit Protocol open voor toetreding door alle overeenkomstsluitende lidstaten. De akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de depositaris.

Artikel 18 **Inwerkingtreding**

1. Dit Protocol treedt in werking 30 dagen na de datum waarop de laatste van de vier staten die partij zijn – Frankrijk, Duitsland, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk – zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding heeft nedergelegd.
2. Voor elke staat die partij is, die zijn akte nederlegt na de datum bedoeld in het eerste lid, treedt dit Protocol in werking dertig dagen na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 19 **Voorlopige toepassing**

Een overeenkomstsluitende lidstaat kan de depositaris er te allen tijde van in kennis stellen dat hij dit Protocol voorlopig toepast.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel op 29 juni 2016 in de Engelse, de Franse en de Duitse taal, waarbij de drie teksten gelijkelijk authentiek zijn, in één enkel exemplaar dat zal worden nedergelegd bij de depositaris die alle ondertekenende en toetredende staten een gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen.

Lijst Gebonden Staten

<u>Staten</u>	<u>Datum ondertekening</u>	<u>Datum instemming</u>	<u>Datum inwerkingtreding</u>
DUITSLAND	29/06/2016	(BEKRACHTIGING)	
BELGIE	29/06/2016	29/01/2020 (BEKRACHTIGING)	
BULGARIJE	20/07/2016	(BEKRACHTIGING)	
DENEMARKEN	29/06/2016	(BEKRACHTIGING)	
FINLAND	29/06/2016	(BEKRACHTIGING)	
FRANKRIJK	29/06/2016	14/02/2018 (BEKRACHTIGING)	
GRIEKENLAND	29/06/2016	(BEKRACHTIGING)	
ITALIE	29/06/2016	20/04/2018 (BEKRACHTIGING)	
LUXEMBURG	29/06/2016	03/04/2018 (BEKRACHTIGING)	
MALTA	29/06/2016	(BEKRACHTIGING)	